

**Poupées pédocriminelles, armes... :
communiqué commun sur les scandales du commerce en ligne**

STOP à l'économie du crime !

Avec la mise en vente de poupées pédocriminelles et d'armes, de manière libre et accessible sur son interface, l'opérateur de commerce électronique SHEIN soulève l'indignation de l'opinion publique.

L'écoeurement nous assaille. Mais il importe de se remémorer que ce trafic ne vient pas de nulle part.

Ces multiples scandales font suite à la dénonciation de l'impact écologique du commerce en ligne, et plus particulièrement dans le domaine vestimentaire, vendant à vil prix des produits d'une qualité dégradée ou même dangereux, à l'obsolescence programmée. Sans parler de l'impact social et la destruction des droits humains, ces marchandises étant produites notamment par des enfants voire des esclaves.

Des produits issus de la « Fast fashion » qui sont trop rapidement jetés et deviennent des déchets expédiés ensuite à des milliers de kilomètres, polluant des rives entières de pays en voie de développement (PVD).

Pourtant le succès des divers opérateurs est malheureusement là : après Amazon, voici Shein, Temu, AliExpress, etc.

Les places de marché qu'ils proposent sont des leviers considérables pour les acheteurs et vendeurs de ce qui se fait de pire dans le commerce.

Ce pire se traduit en outre par la suppression de 300 emplois directs au BHV Marais à Paris, là où Shein a ouvert les portes de son premier magasin « en dur ». Ce même BHV qui faisait déjà fuir les marques de renom par ses pratiques commerciales déloyales...

La responsabilité en incombe aux divers gouvernements successifs, qui déroulent le tapis rouge sous les pieds des pires voyous capitalistes, et mènent depuis des décennies des politiques de libre-échange, d'austérité budgétaire, de casse sociale et salariale à l'encontre du plus grand nombre.

La responsabilité en incombe aux mêmes gouvernements qui procèdent au démantèlement des outils publics existants, via tout particulièrement la suppression de milliers d'emploi aux ministères économiques et financiers (MEF) :

- depuis la Direction générale de la concurrence, consommation et répression des fraudes (DGCCRF)...
- ... à la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) !

On en voit le résultat. Les dégâts sont là.

La solution ne peut se limiter à quelques « coups de com' » annonçant des contrôles renforcés, certes nécessaires mais malgré tout trop rares et menés seulement temporairement.

C'est une politique générale de remise à plat à laquelle il faut advenir :

- soutien et renforcement massif des services publics de régulation économique,
- respect des réglementations salariales et du travail,
- rupture avec l'idéologie du libre-échange, aussi bien dans le domaine des biens manufacturés que dans le domaine agricole. L'agro-industrie doit céder la place à l'agriculture paysanne : non à l'accord UE-MERCOSUR !